

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BROYAGES INDUSTRIELS VACHER**

Z.A. Le Pré du Mié  
43270 Allègre

Références : UID4243-DSSP-023-0312  
Code AIOT : 0005602102

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2023 dans l'établissement BROYAGES INDUSTRIELS VACHER implanté Route de Chateauneuf 43270 Allègre. L'inspection a été annoncée le 17/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite fait suite à une déclaration d'incendie concernant le site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BROYAGES INDUSTRIELS VACHER
- Route de Chateauneuf 43270 Allègre
- Code AIOT : 0005602102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BIV (Broyage industriel Vacher) est spécialisée dans la collecte, recyclage et la valorisation de déchets polymères (thermoplastiques).

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire  | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--|--|--|---|-----------------------|
| 1  | Rapport d'accident et impact de l'accident | Code de l'environnement du 17/08/2023, article articles R512-69, L512-20 | /  | Mesures d'urgence   |                       |
| 2  | Remise en service des installations        | Code de l'environnement du 17/08/2023, article R512-70                   | /  | Mesures d'urgence   |                       |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra produire un rapport d'accident et réaliser des analyses de retombées de poussières d'incendie dans l'environnement. Il est proposé à M. le Préfet de la Haute-Loire de soumettre la remise en service des installations à la rédaction d'un dossier d'autorisation environnementale.

### 2-4) Fiches de constats

|  |
|--|
| <p><b>N° 1 : Rapport d'accident et impact de l'accident</b></p> <p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/08/2023, article articles R512-69, L512-20</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie du 17/08/2023</p>   |
| <p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R512-69</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p> <p>L512-20</p> <p>En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre (L. no 2003-699 du 30 juill. 2003, art. 26) soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente.</p>   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les services du cabinet de M. Le Préfet de la Haute Loire ont prévenu l'inspection des installations classées d'un incendie sur le site BIV Allègre route de Châteauneuf vers 8h.</p> <p>Les premiers éléments communiqués font état (source base Synergi des pompiers):</p> <p>02:30 : feu avéré surface environ 200m<sup>2</sup> qui menace 5000 m<sup>2</sup>;</p> <p>03:14: surface embrasée de 2000 m<sup>2</sup> qui menace 5000 m<sup>2</sup>;</p> <p>05h52: les pompiers sont maîtres du feu</p> <p>33 engins sont en action pour circonscrire l'incendie.</p> <p>Après avoir prévenu l'exploitant (Mme Abel, groupe Vacher) ainsi que les pompiers (Capitaine Reymond), l'inspection des installations classées se rend sur site à 9h.</p> <p>Sont constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dégagement d'un panache de fumée noire tournant avec le sens du vent (dégagement HCN mesuré à 0,6ppm dans des conditions majorantes par les pompiers, seuil de perception olfactive à 1 ppm selon la fiche Ineris DRC 01-25590, seuils des effets létaux autour de 41 ppm pour une exposition de 60 minutes et de 392 ppm pour une exposition d'une minute );</li> <li>- l'installation d'une réserve d'eau par les pompiers, un seul poteau incendie se trouve dans le voisinage proche du site et ne suffit pas à garantir l'attaque à l'eau selon les pompiers (débit nécessaire au plus fort de 5m<sup>3</sup>/min);</li> <li>- un écoulement d'eau dans les regards des eaux pluviales bordant le site, les pompiers ont appelé l'attention de l'inspection des IC sur la présence de 2 cours d'eau et du rejet potentiel d'eaux</li> </ul> |

d'extinction dans ces derniers (les relevés ph n'ont rien détecté d'anormal cependant), le site est dépourvu de rétention;

- le stockage de matières plastiques en bordure de propriété du site BIV et le long des bâtiments ;
- l'éboulement de la structure métallique en partie arrière du site (selon l'exploitant, cette partie abrite la production). Des sacs "Sabic Innovative plastics" sont sous les décombres.

Selon les informations communiquées par l'exploitant et les pompiers, le toit serait également en plaque fibrociment impliquant un dégagement potentiel de fibre d'amiante.

- des habitations, des potagers et des champs entourent le site BIV.

L'exploitant indique par ailleurs que le site était à l'arrêt lors des faits.

L'IIC a prévenu la DDT ainsi que l'OFB des risques potentiels de pollution des cours d'eau bordant le site.

Action attendue de la part de l'exploitant (délai 15 jours) :

- produire un **rapport d'accident**, seront particulièrement précisées:

Conditions de fonctionnement des installations en condition normale:

- \* les quantités de matières broyées par rapport à la rubrique 2791 (tonnage journalier) et les modalités de fonctionnement et caractéristiques du broyeur (puissance, temps de fonctionnement journalier) ;

- \* les volumes de déchets plastiques stockés (rubrique 2714).

Nature des déchets incendiés : L'exploitant transmettra tous les éléments d'information qu'il jugera pertinent pour caractériser les déchets incendiés notamment par rapport aux risques de retombées de poussières du panache de fumées (dioxine, furane, fibre d'amiante, fiche de données sécurité du Sabic Innovative plastics).

Ces éléments pourront être développés dans le chapitre sur les conséquences de l'événement et dans le plan de prélèvement.

Destination et nature des déchets issus du sinistre.

Conséquences de l'événement sur l'environnement et les riverains (retombées fibre amiante, dioxine, furane, etc...): l'exploitant devra rédiger un plan de prélèvement et le soumettre sous 15 jours à l'administration puis faire réaliser les analyses conformément à celui-ci.

Seront en outre précisées dans le rapport comme le prévoit la réglementation, causes, circonstances, conséquences et mesures prises pour sécuriser le site (gardiennage durant la phase travaux) ainsi que la gestion sur site des déchets dans l'attente de leur évacuation.

- **Transmettre un plan de prélèvement dans l'environnement** (15j) et le résultat des analyses des retombées de poussières d'incendie (2 mois)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mesures d'urgence

**N° 2 : Remise en service des installations**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 17/08/2023, article R512-70   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Remise en service d'un site après un incendie   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Article R.512-70 : Le préfet peut décider que la remise en service d'une installation momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant de l'exploitation sera subordonnée, selon le cas, à une nouvelle autorisation, à un nouvel enregistrement ou à une nouvelle déclaration.   |
| <b>Constats :</b><br>Lors de la dernière inspection de l'IIC du 5 décembre 2012, il avait été demandé dans l'optique de la rédaction d'un arrêté préfectoral consécutif à un accord sur une demande d'antériorité :<br><i>" l'exploitant devra fournir dans les six mois au préfet une mise à jour des descriptions des activités et du plan des installations au regard de la déclaration initiale (état des stockages et implantation des outils de traitement). Compte tenu de l'ancienneté du bâtiment, des volumes relativement importants de stockage et de la présence d'une maison d'habitation d'un tiers à proximité immédiate du bâtiment (10 m), une analyse des risques en cas d'incendie, conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, devra être réalisée dans un délai de six mois. Les effets thermiques seront calculés avec la méthode Flumilog. D'autre part, l'évaluation des moyens de lutte incendie nécessaires au regard de ceux disponibles sera aussi exigée".</i><br><br>La DREAL n'a trouvé aucune trace d'une réponse de l'exploitant à cette demande.<br><br>Compte tenu des rejets atmosphériques de l'incendie du 17/08 et de l'absence de rétention des eaux d'extinction, il est ainsi proposé à M. Le Préfet de la Haute-Loire de subordonner la remise en service des installations à la transmission d'un dossier d'autorisation environnementale précisant dans une étude de danger les modalités de la protection incendie du site ainsi que ses besoins en eaux d'extinction et ses capacités de rétention. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mesures d'urgence  |
| <b>Proposition de délais :</b> 6 mois   |

Photographies prises le 17/08/2023

Réserve eau pompier :



Zone arrière du site (proximité de la maison du riverain):



Ecoulement des eaux dans la rue :





Riverain du site



Stockage le long des bâtiments :





Les décombres :



Sacs "Sabic Innovative plastics" sous les décombres :

